ccusé certifié exécutoire

léception par le préfet : 24/03/2025

ublication: 20/03/2025

'our l'autorité compétente par délégation



OBJET: Compte administratif 2024

2025/21

Vu les articles L1612-12 et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales Vu le compte administratif 2024 du budget principal de la Ville et son rapport joint à la présente délibération,

Considérant que le compte administratif 2024 du budget principal de la Ville fait apparaître les résultats suivants :

	Γ	Section	Continu
			Section
	1	de fonctionnement	d'investissement
Réalisations	Total des recettes	40 595 615,50 €	8 118 411,72 \$
2024	Total des dépenses	38 795 074,73 €	9 267 297,19 \$
Résu	ltat de l'exercice par section	1 800 540,77 €	-1 148 885,47 €
	Total	651 65.	5,30 €
Résultats	Excédents	8 179 936,53 €	
reportés	Déficits		2 600 220,28 €
	Solde d'exécution	9 980 477,30 €	-3 749 105,75 €
besettj bulktura	Résultat de clôture 2024	6 231 371,55 €	
Restes à	RAR en recettes		3 878 451,57 €
réaliser	RAR en dépenses		1 518 271,57 €
Solde		er ceal our day adding	2 360 180,00 €
	Résultats cumulés	9 980 477,30 €	-1 388 925,75 €
		ement de la section issement	1 388 925,75 €

Il vous est proposé:

- -d'approuver le résultat excédentaire de la section de fonctionnement du compte administratif 2024 du budget principal de la ville pour un montant de 9 980 477,30 €, lequel sera repris après affectation au budget primitif 2025 ;
- d'approuver le solde d'exécution de la section d'investissement du compte administratif 2024 du budget principal de la ville pour un montant de -3 749 105,75 €, lequel sera repris au budget primitif 2025 ;
- d'approuver le besoin de financement de 1 388 925,75 €, lequel sera repris au budget 2025 dans le cadre de l'affectation du résultat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, 1 non-participation au vote et 34 voix pour, en décide ainsi.

La délibération n° 2025-21 est adoptée.

Le registre dûment signé, Rour extrait conforme, Maire,

Conseiller Départemental

Alexis RAGACHE

Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des article R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa petification ou de sa publication – le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen, accessible sur le site www.telerecours.fr